



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Registre des activités de traitements de données personnelles de la préfecture de la région Centre Val-de-Loire et du Loiret et des sous-préfectures de Montargis et de Pithiviers

Responsable de traitement : Madame la préfète de la région
Centre Val-de-Loire et du Loiret

Coordonnées :

Préfecture du Loiret - 181 rue de Bourgogne - 45042 ORLEANS Cedex 1

pref-donnees-personnelles@loiret.gouv.fr

Délégué à la protection des données : Le délégué ministériel à
la protection des données

Coordonnées :

Ministère de l'intérieur - Place Beauvau - 75800 Paris

delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr

Version 22/05/2024

TABLE DES MATIERES :

> Préfecture de la région Centre Val-de-Loire

- activité 1 : gestion administrative du personnel.....	6
- activité 2 : gestion financière.....	7
- activité 3 : délégations de signatures.....	8
- activité 4 : arrêtés de nomination des membres des instances.....	9
- activité 5 : annuaires des contacts du SGAR.....	10
- activité 6 : gestion des places en crèche.....	11
- activité 7 : gestion des actions sociales de la section régi interministérielle d'action sociale	12
- activité 8 : annuaires des contacts de la PFRH.....	13
- activité 9 : gestion des bourses Talents	14
- activité 10 : gestion des formations interministérielles	15
- activité 11 : gestion des dossiers de candidatures au Prix Liberté Egalité Mixité (PLEM)	16
- activité 12 : gestion des dossiers d'agrément des CIDFF.....	17
- activité 13 : gestion des demandes d'engagement dans un parcours de sortie de la prostitution	18
- activité 14 : gestion du recrutement des agents de la DRDFE	19
- activité 15 : gestion des offres de marchés publics de la Plateforme régionale des achats	20

> Préfecture du Loiret

- activité 1 : gestion des ressources humaines	22
- activité 2 : gestion de l'action sociale	25
- activité 3 : santé et médecine de prévention	27
- activité 4 : gestion des accès, de la maintenance et des travaux.....	29
- activité 5 : gestion financière et immobilière	30
- activité 6 : gestion des systèmes d'information et de communication	31

- activité 7 : coordination des politiques publiques	33
- activité 8 : gestion des versements de subventions	35
- activité 9 : politique de la ville et aménagement du territoire, hébergement et logement	36
- activité 10 et 10 bis: affaires juridiques	38
- activité 11 : gestion de la fraude	41
- activité 12 : représentation de l'État	42
- activité 13 : ordre public et sécurité.....	44
- activité 14 : polices administratives liées à la sécurité	46
- activité 15 : sécurité routière.....	48
- activité 16 : actions de sécurité civile et de gestion de crises.....	50
- activité 17 : communication.....	52
- activité 18 : étrangers.....	54
- activité 19 : contrôle de légalité et conseil juridique.....	56
- activité 20 : politique environnementale	58
- activité 21 : versement de subventions aux collectivités.....	60
- activité 22 : autres polices administratives	61
- activité 23 : réglementation générale, associations et fondations	63
- activité 24 : élections.....	65
- activité 25 : gestion de la relation usagers et qualité.....	67

> Sous préfecture de Montargis

- activité 1 : représentation de l'État.....	69
- activité 2 : ordre public et sécurité.....	71
- activité 3 : polices administratives.....	73
- activité 4 : réglementation générale, associations et fondations.....	75
- activité 5 : actions de sécurité civile et de gestion de crises.....	76
- activité 6 : qualité, accueil et performance.....	78
- activité 7 : étrangers.....	80
- activité 8 : élections	82

- activité 9 : politique environnementale	84
- activité 10 : attribution et versement de subventions	86
- activité 11: politique de la ville et aménagement du territoire, hébergement et logement	87

> Sous préfecture de Pithiviers

- activité 1 : représentation de l'État.....	90
- activité 2 : polices administratives.....	92
- activité 3 : réglementation générale, associations et fondations.....	94
- activité 4 : qualité, accueil et performance.....	96
- activité 5 : élections	97
- activité 6 : attribution et versement de subventions.....	99
- activité 7 : politique de la ville et aménagement du territoire.....	100
- activité 8 : actions de sécurité civile et de gestion de crises.....	102

Préfec
de la région Centre Val-de-Loire

Activité n°1 : Gestion administrative du personnel

Finalités	
Finalité 1	EFFECTIFS SGAR
Finalité 2	DOSSIERS EMPLOI DATE, AGENTS TITULAIRES, CHARGES DE MISSION, APPRENTI, STAGIAIRES, SOUS PREFET RELANCE
Finalité 3	AVANCEMENTS, P
Finalité 4	RECRUTEMENT
Finalité 5	RUPTURE CONVENTIONNELLE
Finalité 6	CET, CONGES
Finalité 7	ENTRETIENS PROFESSIONNELS
Finalité 8	TELETRAVAIL
Finalité 9	VACCINATION
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1f)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Emploi Date, Chargés de mission, Agents, Apprentis, Stagiaires
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, photos
	Eléments relatifs à la vie personnelle (arrêts maladies)
	Eléments relatifs à la vie professionnelle (CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, nom du prestataire de service etc.)
	Eléments d'ordre économique et financier (RIB, montant des primes, etc.)
Catégories de destinataires	Personnes concernées
	Services en charge du traitement (préfecture et centrale)
Existence de transferts de données hors UE	NON
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/03/2024

Activité n°2 : Gestion financière

Finalités	
Finalité 1	Gestion de la CARTE ACHAT
Finalité 2	DEPLACEMENTS, SUIVI AGENTS ORDRES DE MISSIONS ET ETATS DE FRAIS
Finalité 3	Pilotage et exécution budgétaire, y compris de la masse salariale
Finalité 4	APPLICATIONS INFORMATIQUES, HABILITATIONS CHORUS
Bases de licéité	
RGPD	art.6 (1b) et 6 (1f)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique Arrêté du 6 février 2014 portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur et des outre-mer
Catégories de personnes concernées	Fonctionnaires (agents titulaires et contractuels, apprentis, stagiaires), fournisseurs (entreprises prestataires de services)
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, CNI, numéro INSEE (pour gestion de la masse salari données de rémunération
	Éléments d'ordre financier (RIB)
	Données du véhicule de l'agent (immatriculation, type de véhicule)
Catégories de destinataires	Personnes concernées, services centraux d'administration centrale
	Services en charge du traitement (préfecture et centrale)
Existence de transferts de données hors UE	NON
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/03/2024

Activité n°3 : Délégations de signatures

Finalités	
Finalité 1	DELEGATIONS DE SIGNATURES (PREFETS, DIRECTEURS REGIONAUX)
Finalité 2	ARRETE DE SUPPLEANCE
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1f)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	PREFETS, DIRECTEURS, ADJOINTS
Catégories de données traitées	DONNEES D'IDENTIFICATION, COORDONNEES PROFESSIONNELLES
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	Personnes concernées
	Services en charge du traitement (préfecture et centrale)
Existence de transferts de données hors UE	NON
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/03/2024

Activité n°4 : Arrêtés de nomination des membres des instances

Finalités	
Finalité 1	ARRETES DE NOMINATION DANS LES INSTANCES (CESER, CAEN)
Finalité 2	ANALYSE DESCRIPTIVE DE LA COMPOSITION D'INSTANCE (AGE, GENRE)
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1c et 1f)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	REPRESENTANTS DES ORGANISMES SIEGEANT DANS LES INSTANCES ET PERSONNALITES NOMMEES PAR LE PREFET
Catégories de données traitées	DONNEES D'IDENTIFICATION (NOM, PRENOM), GENRE, DATES DE NAISSANCE, COORDONNEES (MAIL, TEL. LE CAS ECHEANT)
Catégories de destinataires	Personnes concernées
	Services en charge du traitement (préfecture)
	Les services administratifs des instances concernées
Existence de transferts de données hors UE	NON
Durée de conservation prévue	Minimum 6 ans pour le CESER (durée de la mandature puis conservation pour l'historique)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/03/2024

Activité n°5 : Annuaire des contacts

Finalités	
Finalité 1	Annuaire des contacts dans les directions, les préfectures, les organismes partenaires et les élus locaux et nationaux
Finalité 2	Annuaire des correspondants PPG
Finalité 3	TAXE APPRENTISSAGE - REFERENTS CONTACTS DES DIRECTIONS REGIONALES
Finalité 4	Fichier CRSN/SCORAN
Finalité 5	Annuaire de contacts Mission Aménagement du territoire
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 (1f)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Finalité 1 : PREFETS, DIRECTEURS, ADJOINTS, CADRES DE DIRECTION DANS LES ORGANISMES PARTENAIRES PUBLICS OU P Finalité 2 : Agents de l'administration ATE de la région désignés comme correspondants PPG Finalité 3 : AGENTS DES DIRECTIONS REGIONALES Finalité 4 : ELUS, Parlementaires, Cadres de directions départementales et régionales, autres organismes extérieurs Finalité 5 : ELUS locaux, Cadres de ministères et d'agences natio (ANCT), Cadres de préfectures et de directions départementales et régionales, partenaires
Catégories de données traitées	DONNÉES D'IDENTIFICATION (NOM, PRENOM), FONCTION, AD MAIL, COORDONNEES PROFESSIONNELLES et PERSONNELLES
Catégories de destinataires	Général : Services en charge du traitement (préfecture et centrale) Finalité 2 : Personnes en charge des PPG dans les structures ATE Finalité 3 : ETABLISSEMENTS CONCERNES ET ENTREP Finalité 4 : Collectivités/entités, organismes extérieurs, partenaires
Existence de transferts de données hors UE	NON
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n° 6 : Gestion des places en crèche

Finalités	
Finalité 1	Permettre aux agents publics de la fonction publique d'État ayant des enfants en bas âge de bénéficier de berceaux réservés en crèche
Bases de licéité	
RGPD	Oui 1b
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	<i>Non</i>
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents publics
Catégories de données traitées	Identité (de l'enfant également), date de naissance (de l'enfant également), adr téléphone, mail, code ministère, bulletin de avis d'imposition et quotient familial
Catégories de destinataires	SGAR/PFRH, en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/03/2024

Activité n° 7 : Gestion des actions sociales de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale

Finalités	
Finalité 1	Permettre aux agents publics de bénéficier des actions sociales proposées par la section régionale interministérielle d'action sociale (SRIAS)
Bases de licéité	
RGPD	Oui 1b
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	<i>Non</i>
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents publics
Catégories de données traitées	Identité, adr téléphone, mail, date de naissance, code ministère, bulletin de paye, avis d'imposition et quotient familial
Catégories de destinataires	SGAR/PFRH, en charge du traitement Président de la SRIAS
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/03/2024

Activité n° 8 : Annuaire de contacts de la PFRH

Finalités	
Finalité 1	Annuaire des contacts dans les services des trois fonctions publiques en région Centre-Val-de-Loire
Bases de licéité	
RGPD	Oui 1f
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	<i>Non</i>
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents publics : préfets, directeurs, adjoints, cadre de direction, chef de service RN, chefs de service formation, gestionnaire RH, gestionnaire de formation, conseiller mobilité carrière, assistante social, assistant de prévention, formateur interne occasi
Catégories de données traitées	Identité, fonctions, coordonnées professionnelles, adresse mail
Catégories de destinataires	SGAR/PFRH, en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/03/2024

Activité n° 9 : Gestion des bourses Talents

Finalités	
Finalité 1	Permettre au service instructeur de préparer la commission d'attribution des Bourses Talents
Bases de licéité	
RGPD	Oui 1b
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	<i>Non</i>
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Usager déposant une demande de bourse Talent
Catégories de données traitées	Identité de la personne, date de naissance, adresse physique, adresse mél, téléphone, avis d'imposition, rib
Catégories de destinataires	SGAR/PFRH, en charge du traitement
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/03/2024

Activité n° 10 : Gestion des formations interministéri

Finalités	
Finalité 1	Permettre aux agents publics de bénéficier des actions de formations interministérielles proposées par la PFRH
Bases de licéité	
RGPD	Oui 1a
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	<i>Non</i>
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents publics
Catégories de données traitées	Identité de l'agent, date de naissance, mél professionnel, tél professionnel, nom et mél du supérieur hiérarchique, formations suivies, absence aux formations
Catégories de destinataires	SGAR/PFRH, en charge du traitement Formateurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée d'utilité administrative
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	18/03/2024

Activité n°11 : Dossiers de candidatures au Prix Liberté Egalité Mixité (PLEM)

Finalités	
Finalité 1	Délivrance d'un agrément
Bases de licéité	
RGPD	Oui - 1b
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Chefs d'établissement et référents Egalité Filles-Garçons des établissements candidats
Catégories de données traitées	Identité, adresse professionnelle, numéro de téléphone personnel/professi
Catégories de destinataires	Internes – Direction régi aux droits des femmes et à l'égalité et Service Droits des Femmes et Egalité
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n°12 : Dossiers administratifs de délivrances des agréments des Centres d'Information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF)

Finalités	
Finalité 1	Délivrance d'un agrément
Bases de licéité	
RGPD	Oui – CHAPITRE XIII de la loi 78-17 ou Article 6 du RGPD : Exécution d'une mission d'intérêt publique
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Directeur/coordonateur du CIDFF
Catégories de données traitées	Identité, contrat de travail, fiche de paie
Catégories de destinataires	Internes – Direction régi aux droits des femmes et à l'égalité et Service Droits des Femmes et Egalité
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n°13 : Dossiers administratifs de demande d'engagement dans un parcours de sortie de la prostitution

Finalités	
Finalité 1	Délivrance d'un agrément
Bases de licéité	
RGPD	Oui – CHAPITRE XIII de la loi 78-17 ou Article 6 du RGPD : Exécution d'une mission d'intérêt public
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	CIRCULAIRE N° DGCS/B2/2017/18 du 31 janvier 2017 relative à la mise en oeuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle arrêté préfectoral du 9 juin 2023 sur l'organisation de la commission départementale et du 30 octobre 2018 sur la composition de la commission
Catégories de personnes concernées	Membres de droit de la commission départementale
Catégories de données traitées	Identité, nationalité, adresses, enfants, lieux de scolarisation des enfants, procédures de demandes d'asile ou de titre de séjour
Catégories de destinataires	Internes – Direction régi aux droits des femmes et à l'égalité et Service Droits des Femmes et Egalité Services en charge du traitement Autres services / IMANIS à Montargis et Mouvement du Nid à Or / justice
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en oeuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n°14 : Dossiers administratifs relatifs au recrutement des agents de la DRDFE

Finalités	
Finalité 1	Recrutement
Bases de licéité	
RGPD	Oui 1b
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Candidats aux postes à pourvoir
Catégories de données traitées	Identité, adresse personnelle, numéro de téléphone personnel
Catégories de destinataires	Internes – Direction régi aux droits des femmes et à l'égalité et Service Droits des Femmes et Egalité
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n°15 : Réception des offres dans le cadre des procédures de passation des marchés publics de la plateforme régionale des achats

Finalités	
Finalité 1	Vérification des compétences des équipes
Bases de licéité	
RGPD	Oui Art 6 - b) le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la per concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci;
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	Code de la commande publique – vérification des m alloués pour l'exécution des prestations
Catégories de personnes concernées	Personnels des entreprises soumissionnaires à un marché public
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
Catégories de destinataires	Services en charge du traitement
	« Prestataires » (pas besoin de préciser les noms)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans – conservation des archives des offres dans le cadre des marchés publics
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Préfecture du Loiret

Activité n° 1 : Gestion des ressources humaines

Finalités	
Finalité 1	Processus de recrutement des contractuels, des apprentis, des stagiaires et des personnels en service civique
Finalité 2	Gestion administrative des agents
Finalité 3	Gestion de la campagne des entretiens annuels professionnels
Finalité 4	Gestion des avancements et des mobilités
Finalité 5	Entretiens menés par le conseiller mobilité carrière et réalisation des bilans de compétence
Finalité 6	Suivi des absences
Finalité 7	Gestion de la paye (traitements, primes, astreintes, GIPA, remboursement domicile travail, allocation forfaitaire télétravail, indemnisation des jours CET, forfait mobilité durable etc.)
Finalité 8	Mise en œuvre de la formation des agents (besoins en formation et formations suivies, suivi du compte personnel de formation etc.)
Finalité 9	Organisation des élections professionnelles
Finalité 10	Gestion du temps de travail (temps partiel, interventions, heures supplémentaires etc.) et organisation du travail
Finalité 11	Gestion relative aux demandes des comptes épargne temps des agents
Finalité 12	Gestion du dispositif de télétravail
Finalité 13	Pilotage de la masse salariale, suivi des effectifs et réalisation de statistiques
Finalité 14	Mise en œuvre du dialogue social
Finalité 15	Gestion des procédures disciplinaires
Finalité 16	Gestion du contentieux
Finalité 17	Gestion des agents partant à la retraite
Finalité 18	Gestion et diffusion des plannings de présence, d'organigrammes
Bases de licéité	
RGPD	<p>Oui</p> <p>Article 6 (1) c</p> <p>le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (droits/obligations/gestion des contractuels) - Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 (formation) - Décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 (CET) - Décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature - Décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 (comités sociaux d'administration) - Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 (compte personnel de formation) <p>Pour les autres finalités, la base juridique est l'article 6 (1) f du RGPD : le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (gérer les m humains nécessaires à la</p>

	réalisation de ses missions)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Catégories de personnes concernées	
	Candidats à un poste de contractuel
	Agents titulaires et contractuels
	Volontaires en service civique
	Membres de la famille d'un agent ou autre personne à contacter
	Stagiaires et apprentis
	Prestataires de service (formation)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, photos
	Vie personnelle et justificatifs (situation familiale)
	Vie professionnelle (éléments contenus dans le CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, nom du prestataire de service etc.)
	Eléments d'ordre économique et financier (RIB, avis d'imposition, bulletins de paie, rémunération versée dont montant des primes, heures supplémentaires, imputations budgétaires etc.)
	Présence et discipline : aperçu des présences, motifs des absences, mesures disciplinaires
	Eléments contenus dans le dossier de contentieux
	Données sensibles : appartenance syndicale, santé, religion (selon le droit du travail)
	NIR
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
	Représentants du personnel
	Agents du Ministère (DRH)
	Agents de la direction régionale des finances publiques
	Personnes concernées
	Hiérarchie de l'agent
	Prestataires de service
	Directions départementales interministéri
	DINUM (annuaire Maia)
	La Caisse des dépôts et consignations (comptes formation)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non

Durée de conservation prévue	
	Cf. circulaire de la direction des archives de France DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n° 2 : Gestion de l'action sociale

Finalités	
Finalité 1	Organisation de l'évènement annuel « arbre de Noël »
Finalité 2	Versement de prestations sociales et diverses aides
Finalité 3	Gestion des actions d'initiative locale
Finalité 4	Gestion et suivi de la dotation handicap
Finalité 5	Gestion des offres et des aides aux loisirs
Finalité 6	Restauration collective
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 (1) f: le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la préfecture (en référence à l'article L731-1 et suivants du Code général de la fonction publique relatif à l'action sociale)
Titre III LIL	Non
Titre IV LIL	Non
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Membres de la famille de l'agent
	Prestataires externes
Catégories de données traitées	
	Coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie personnelle (situation familiale, composition du foyer, date de naissance des enfants, livret de famille)
	Vie professionnelle (statut, catégorie, ministère d'appartenance, grade, corps, dénomination sociale du fournisseur)
	Informations d'ordre économique et financier (ressources financières, RIB, avis d'imposition, attestation de versement d'allocations familiales, décision de versement par la préfecture avec montant, indice majoré)
	Données sensibles les dossiers : santé (handicap) et justificatifs (décisions MDPH)
Catégories de destinataires	
	Service d'action sociale
	Le service en charge des finances pour le paiement
	DRFIP
	Prestataires de services participant à la réalisation des actions sociales (loisirs, restauration)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Cf. circulaire de la direction des archives de France DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009

Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n° 3 : Santé et médecine de prévention

Finalités	
Finalité 1	Gestion des accidents de travail
Finalité 2	Gestion des visites médicales
Finalité 3	Instructions sur les aménagements de poste
Finalité 4	Suivi de la santé au travail – risques psychosociaux (préparation des dossiers pour la cellule de veille)
Finalité 5	Suivi des agents en congé longue maladie, en congé longue durée, en temps partiel thérapeutique etc.
Finalité 6	Suivi des vaccinations
Finalité 7	Suivi du recensement des agents reconnus travailleurs handicapés
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 (1) c du RGPD – le traitement est nécessaire au respect d’une obligation légale à laquelle la préfecture est soumise.
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l’Etat)	Non
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Equipe médicale
Catégories de données traitées	
	Données d’identification, coordonnées, NIR
	Vie personnelle
	Vie professionnelle (grade, carrière, date d’entrée dans l’administration etc.).
	Données de localisation (secteur géographique de compétence du médecin)
	Informations d’ordre économique et financier (taux de rémunération, RIB)
	Données sensibles : santé (état de santé, RQTH, récapitulatif des arrêts de travail, date accident, date arrêt, rechute, date rapport, date arrêté, date reprise, date de consolidation, avis du médecin de prévention ou de la commission de réforme, soins dispensés, informations sur les vaccinations précédentes) et justificatifs (certificats médicaux etc.)
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Médecin de prévention
	Membres du conseil médical
	Médecin expert agréé
	Membres du comité social d’administration

	L'assistante sociale
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Données du dossier individuel conservées les durées prévues à l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif à la composition du dossier individuel des agents publics géré sur support électronique
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n°4: Gestion des accès, de la maintenance et des travaux

Finalités	
Finalité 1	Gestion des contrôles d'accès aux bâtiments (stationnement au parking compris)
Finalité 2	Recensement et suivi des travaux – maintenance des appareils
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (b) et (f) du règlement européen 2016/679
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Catégories de personnes concernées	
	Agents (dont membres du corps préfectoral)
	Visiteurs
	Professionnels (sous-traitants et ses salariés intervenant sur le bâtiment)
	Stagiaires et apprentis
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'entreprise ; administration d'affectation / direction / fonction ; matricule)
	Données du véhicule des agents et des visiteurs (immatriculation, type de véhicule)
Catégories de destinataires	
	Service interne
	Comité social d'administration
	Prestataires
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Cf. circulaire de la direction des archives de France DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	23/04/2024

Activité n° 5 : Gestion financière et immobilière

Finalités	
Finalité 1	Délivrance des cartes achats et gestion de la dépense
Finalité 2	Gestion des habilitations CHORUS
Finalité 3	Remboursement des frais de déplacements
Finalité 4	Tableau de suivi des recettes
Finalité 5	Suivi des contrats et marchés
Finalité 6	Recensement et suivi des travaux – maintenance des appareils
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6b le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la per concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci;
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Catégories de personnes concernées	
	« Usagers »
	« Agents » (pour les RH, l'attribution des m informatiques et télécoms, les badges, etc)
	Titre III : victimes, témoins, mis en cause, condamnés...
Catégories de données traitées	
	Données bancaires (RIB particuliers et entreprises)
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs... : CNI pour la délivrance carte achat
	Eléments relatifs à la vie professionnelle : carte professionnelle pour intervenants entreprises dans le cadre de chantiers
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements : SFLI, CGF, BNP
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Cf. circulaire de la direction des archives de France DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/05/2024

Activité n° 6 : Gestion des systèmes d'information et de communication

Finalités	
Finalité 1	Gestion des annuaires téléphoniques et numériques
Finalité 2	Gestion de la messagerie électronique professionnelle et des listes de diffusion
Finalité 3	Gestion de la téléphonie (fixe et mobile) – mutualisation des standards
Finalité 4	Gestion des comptes Orion –suivi de l'accès à internet
Finalité 5	Recensement des habilitations informatiques des applications installées en préfecture et en sous-préfecture
Finalité 6	Inventaire des matériels informatiques et télécoms mis à la disposition des agents ; gestion des droits d'accès aux copieurs
Finalité 7	Gestion des demandes support utilisateur
Finalité 8	Enregistrement des appels téléphoniques reçus au standard
Finalité 9	Tenue du registre de récépissé de délivrance des cartes agents
Finalité 10	Générer des statistiques et des rapports liés à l'utilisation du téléphone par les usagers de la préfecture
Finalité 11	Organisation des astreintes au SIDSIC (standard)
Finalité 12	Gérer les contacts techniques du SIDSIC (sous-traitance)
Finalité 13	Gestion de la vidéo surveillance des bâtiments de la préfecture
Finalité 14	Gestion du planning du standard
Finalité 15	Gestion du flux arrivée et départ des agents
Finalité 16	Gestion de la charte informatique
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 (1) f du RGPD – fourniture des m numériques nécessaires à l'activité des agents de la préfecture
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Politique de Sécurité des Systèmes d'Information
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Professionnels (Sous-traitants, autres administrations)
Catégories de données	

traitées	
	Données d'identification (dont RIO, matricule), coordonnées professionnelles (mail, n° de téléphone, adresse postale)
	Vie professionnelle (fonction, affectation, habilitations professionnelles, profil métier, grade, service d'appartenance)
	Photos
	Données sur les matériels (numéro de série, N° carte sim, code puk, lmei etc.)
	Journal des communications entrantes et sortantes ; données de connexion (date et heure de connexion, sites et internet visités, mots de passe, journaux windows ou logiciel libre)
	Données sur les incidents remontés au SIDSIC (objet, date de survenance, n° ticket, résolution du problème)
	Données sur les habilitations : droits d'accès aux serveurs
Catégories de destinataires	
	Service en charge du traitement
	Hiérarchie
	DDI (mutualisation des moyens informatiques au SGCD)
	Ministère de l'intérieur
	Sous-traitants
	Mairies
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	En fonction des données : jusqu'au départ de l'agent / 2 mois / 3 mois / définitive
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/05/24

Activité 7 : Coordination des politiques publiques

Finalités	
Finalité 1	Suivi de la composition des commissions consultatives créées par le Préfet, permettre des contacts aisés pour les convocations, dossiers du corps préfectoral, listes d'émargement, renouvellements de mandats, etc
Finalité 2	Suivi des délégations de signature du Préfet aux membres du corps préfectoral, directeurs et agents
Finalité 3	Transmission hebdomadaire du Flash Infos élu(e)s et des compte-rendus des Codir directeurs et départementaux
Finalité 4	Contact avec les différents services Etat, collectivités loc opérateurs pour suivre et préparer les RDV des autorités préfectorales
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Membres des commissions
	Usagers (personnes physiques et personnes mor)
	Elus locaux et nationaux
	Professionnels
	Services de l'État
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (potentiellement tout type de données personnelles de cette catégorie au regard de la diversité des actes publiés au RAA, t que état civil, signature manuscrite, nom d'une société), coordonnées personnelles et professionnelles (adresse de courriel)
	Vie professionnelle (Potentiellement tout type de données personnelles de cette catégorie au regard de la diversité des actes publiés au RAA, raison sociale, siège social , grade et fonctions exercées....)
	Champ matériel de la délégation de signature
	Données sensibles : par exemple appartenance syndicale (liste des conseillers du salarié : donnée sensible rendue publique par l'intér

Catégories de destinataires	
	Service en charge des traitements
	Corps préfectoral
	Professionnels d'un secteur d'activité (public ou privé)
	Citoyens (lecture du RAA sur internet)
	Agents des services de l'État (préfecture, sous-préfectures, DDI, opérateurs)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	21/03/2024

Activité 8 : Gestion des subventions

Finalités	
Finalité 1	Suivi des subventions versées aux territoires / aux entreprises / aux associations
Finalité 2	Contacteur les porteurs de projets
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Responsables ou contacts au sein des structures demandeuses
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques
	Montant de la subvention
	RIB du porteur de projet
Catégories de destinataires	
	Service en charge des traitements
	Direction en charge des finances (pour le versement)
	Collectivités territoriales du département
	Associations loi 1901
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	21/03/2024

Activité 9 : Politique de la ville et aménagement du territoire, hébergement et logement

Finalités	
Finalité 1	Conseils citoyens (composition)
Finalité 2	Suivi des conventions conclues –dispositif des adultes relais et F
Finalité 3	Tenue de répertoires (maires et présidents EPCI quand il y a dans les collectivités des quartiers prioritaires – politique de la ville; chefs de projets contrats de ville ; référents petites villes de demain & actions cœur de ville ; contacts dans les maisons France services
Finalité 4	Tenue de diverses commissions (ex : cotech & copil contrats de ville, commission de suivi France services) : fiches individu de synthèse et rédaction de compte-rendu
Finalité 5	Recrutement des délégués du préfet
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Agents des services de l'État
	Usagers, personnes recrutées
	Bailleurs et opérateurs de l'Etat
	Partenaires (collectivités, associations)
Catégories de données traitées	
	Données d'état civil et coordonnées postales et téléphoniques
	Vie professionnelle (métier exercé, fonction ou poste, autres éléments contenus sur le cv et, pour les délégués du préfet, affectation territoriale, convention signée, date de prise de fonction, date de fin)
	Données d'ordre économique et financier (situation économique-revenus)
Catégories de destinataires	
	Service interne ; les délégués du préfet

	Bailleurs ou propriétaires
	Personnes concernées
	Collectivités ; DDI
	Comité des financeurs (région, ddi, chambres consulaires etc.) et participants aux réunions pour les dispositifs contractuels
	Membres des Cotech et Copils
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	10 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	21/03/2024

Activité 10 : Affaires juridiques (PJ2I)

Finalités	
Finalité 1	Suivi des contentieux (hors étrangers) par le pôle juridique interdépartemental et interministériel
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Requérants
Catégories de données traitées	Données d'état civil (nom, prénom du requérant)
	Eléments d'ordre juridictionnel : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles
	Potentiellement tout type de données au titre du contentieux traité
Catégories de destinataires	Service en charge des traitements
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/01/2024

Activité 10 bis : affaires juridiques et traitement contentieux au titre de la police administrative (PAJ)

Finalités	
Finalité 1	Suivi des contentieux au titre des polices administratives par le pôle d'appui juridique (hors étrangers) : Armes, explosifs, activités pyrotechniques et artificiers / Débits de boi et établissements assimilés / Activités privées de surveillance et de gardiennage ; gardes particuliers / Polices municipales / Sûreté aéroportuaires et portuaires / Manifestations sportives / Activités de chasse et de pêche / Chiens dangereux / Convoyeurs de fonds / Manifestations sur la voie publique et grands rassemblements / Gens du v / Gestion des professions réglementées / Permis de conduire et immatriculations de véhicules...
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Oui (pour les rares conseils et contentieux relatifs aux mesures prises en matière de lutte contre la radicalisation)
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Requérants/usagers/professionnels/candidats faisant l'objet d'une mesure de police administrative
Catégories de données traitées	
	<u>Données pour le contentieux :</u> Données d'état civil (ça peut être les initiales de l'agent qui traite un dossier) et coordonnées Données sur la vie professionnelle (avocat, dirigeant de société) Données sur la vie personnelle
	Eléments d'ordre juridictionnel : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles
	Potentiellement tout type de données sensibles pour les contentieux et les conseils juridiques.
	<u>Données pour les mesures de police administrative et la sécurité routière :</u> Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles

	<p>Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons, résultats d'enquêtes administratives –favorable/défavorable comme pour la sûreté aéroportuaire ; conducteur suspension PC)</p> <p>Données sur la manifestation sportive projetée et les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de dr, lâcher de ballon (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)</p> <p>Données concernant les débits de boi (type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive ou cession du fonds de commerce)</p> <p>Données sensibles : santé (aptitude médicale pour le port d'armes par les policiers municipaux et les convoyeurs)</p> <p>Données relatives aux infractions et aux condamnations</p> <p>Données de localisation</p>
	<p><u>Données pour les mesures d'ordre public et sécurité :</u></p> <p>Vie personnelle (éléments relatifs à la famille de la personne intéressée)</p>
	Données d'infractions et condamnations pénales
	Données de localisation (itinéraire parcouru pour les manifestations, lieu de stationnement de carav)
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)
Catégories de destinataires	Services en charge des mesures de police administrative
	Agents du pôle
Existence de transferts de données hors UE	non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	26 janvier 2024

Activité n°11 : Gestion de la fraude

Finalités	
Finalité 1	Recensement des cas de fraude examinés au titre de la délivrance des titres (étrangers, permis de conduire, identité, immatriculations...)
Finalité 2	Suivi des habilitations informatiques internes
Finalité 3	Suivi des contrôles effectués internes et externes
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6(1e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Catégories de personnes concernées	Usagers
	Agents
Catégories de données traitées	Usagers : état civil, photo et coordonnées
	Agents : nom, prénom et matricule
Catégories de destinataires	Service en charge du traitement
	Partenaires du CODAF
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	26/04/2024

Activité n°12 : Représentation de l'État

Finalités	
Finalité 1	Visites ministéri
Finalité 2	Cérémonies officielles et déplacements du corps préfectoral
Finalité 3	Protocole et discours
Finalité 4	Traitement et suivi des interventions
Finalité 5	Distinctions honorifiques
Finalité 6	Relations avec la société civile (monde économique, associatif, médias, représentants du culte, etc)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 alinéa 1 e du RGPD (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique)
Titre III de la loi du 06/01/2018 informatique, fichiers et libertés (police-justice)	Non
Titre IV de la loi du 06/01/2018 (sûreté de l'État-défense)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Élus et collectivités territoriales
	Usagers
	Agents de l'État (services centraux et services déconcentrés)
	Partenaires publics (agences, organismes consulaires...) et privés (entreprises, associations...)
	Membres de la société civile
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, photos...
	Selon les besoins (dossiers de décorations, notices biographiques)... : données dites sensibles telles que les opinions politiques, syndicales...

	Selon les besoins (dossiers de décorations) : infractions et condamnations
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Informations diverses transmises par les usagers
	Historique des demandes et des éch
Catégories de destinataires	Services en charge des traitements
	Forces de sécurité intérieure
	Partenaires publics : forces de sécurité intérieure, collectivités territoriales et leurs groupements, services déconcentrés, cabinets ministériels, Grande Chancellerie de la Légion d'honneur...
	Organismes publics ou privés
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	6 ans pour l'annuaire des élus (modification à chaque élection générale ou partielle)
	6 ans pour l'annuaire des services des collectivités territoriales et de leurs groupements (modification à chaque nouvelle affectation)
	10 ans pour l'annuaire des services de l'État dans le Loiret (modification à chaque nouvelle affectation) et de la société civile
	5 ans pour le tableau des services des distinctions honorifiques des ministères
	10 ans pour le tableau des décorations proposées par le préfet
	10 ans pour le tableau des décorations obtenues par les récipiendaires domiciliés dans le Loiret
	10 ans pour le tableau des médailles d'honneur régionales, départementales et communales (MHRDC)
	10 ans pour le tableau de suivi des interventions
	10 ans pour le tableau des services susceptibles d'être saisis au titre du suivi des interventions
	10 ans pour le tableau des fleuristes sollicités pour la confection de gerbes à l'occasion de cérémonies
	6 ans pour le tableau des maires du Loiret et des présidents d'EPCI à fiscalité propre avec leur nuance politique
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/2023

Activité n°13 : Ordre public et sécurité

Finalités	
Finalité 1	Manifestations sur la voie publique
Finalité 2	Hospitalisations en soins psychiatriques sans consentement
Finalité 3	Gens du voyage/Citoyens français itinérants
Finalité 4	Enquêtes administratives
Finalité 5	Prévention de la délinquance et de la radicalisation
Finalité 6	Concours de la force publique
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 alinéa 1 e du RGPD (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique)
Titre III de la loi du 06/01/2018 informatique, fichiers et libertés (police-justice)	Non
Titre IV de la loi du 06/01/2018 (sûreté de l'État-défense)	Oui pour la lutte contre la radicalisation <i>(les traitements qui relèvent du titre IV pas à être inscrits au registre)</i>
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Personnes présentant une menace à l'ordre public
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, immatriculation des véhicules, photos...
	Selon les besoins : données dites sensibles t que les informations sur la santé pour les personnes hospitalisées sous contrainte, sur les opinions politiques, syndic pour les manifestations sur la voie publique
	Selon les besoins (notamment enquêtes administratives) : infractions et condamnations

	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Données de localisation : lieu de déplacement des personnes hospitalisées en soins psychiatriques sans consentement lors des sorties, itinéraire parcouru pour les manifestations sur la voie publique, lieu de stationnement des caravanes des gens du voyage...
	Données relatives aux enquêtes administratives: objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu...
	Informations diverses transmises par les usagers
	Historique des demandes et des éch
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
	Partenaires publics : ARS, établissement public de santé mentale (EPSM) Georges Daumézon, centre hospitalier de l'agglomération montargoise (CHAM), unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA), procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d'Or et de Montargis, forces de sécurité intérieure, collectivités territoriales et leurs groupements...
	Commissaires de justice
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans pour le tableau de suivi des hospitalisations pour soins sans consentement (avec mise à jour quotidi
	1 an pour le tableau de suivi des manifestations sur la voie publique
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/2023

Activité n°14 : Polices administratives liées à la sécurité

Finalités	
Finalité 1	Vidéo-protection
Finalité 2	Armes, explosifs, activités pyrotechniques et artificiers
Finalité 3	Débits de boissons et établissements assimilés
Finalité 4	Activités privées de surveillance et de gardiennage
Finalité 5	Polices municipales
Finalité 6	Chiens dangereux
Finalité 7	Convoyeurs de fonds
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 alinéa 1 e du RGPD (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique)
Titre III de la loi du 06/01/2018 informatique, fichiers et libertés (police-justice)	Non
Titre IV de la loi du 06/01/2018 (sûreté de l'État-défense)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels (entreprises, particuliers)
	Collectivités territoriales et leurs groupements
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, photos...
	Selon les besoins : données dites sensibles et que les informations sur la santé pour l'aptitude médicale pour le port d'armes
	Selon les besoins (notamment enquêtes administratives) : infractions et condamnations
	Éléments relatifs à la vie personnelle

	Éléments relatifs à la vie professionnelle : nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques des armes détenues, injonction préfectorale et notification de la décision préfectorale pour les interdictions de détention d'armes, type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive et cession du fonds de commerce pour les débits de boissons...
	Données de localisation : transport des explosifs et des articles d'artifices, lieux d'utilisation projetée des explosifs et des articles d'artifices, lieux faisant l'objet de la vidéo-protection...
	Données relatives aux enquêtes : objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu...
	Informations diverses transmises par les usagers
	Historique des demandes et des éch
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Partenaires publics : ARS, autorités judiciaires, forces de sécurité intérieure, collectivités territoriales et leurs groupements...
	Membres de la commission départementale de vidéo-protection
	Membres de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds
	Formateurs (chiens dangereux)
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans pour le tableau des déclarations concernant les spectacles pyrotechniques et les feux d'artifices
	5 ans pour le tableau recensant les artificiers
	1 an pour le tableau des arrêtés préfectoraux pris en matière de réglementation applicable à la détention d'armes (saisies et dessaisissements)
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/2023

Activité n°15 : Sécurité routière

Finalités	
Finalité 1	Police administrative : suspension du permis de conduire, enregistrement des décisions judiciaires, invalidation des permis de conduire, commissions médicales des permis de conduire, agrément des médecins...
Finalité 2	Suivi de l'accidentologie
Finalité 3	Fourrières automobiles
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 alinéa 1 e du RGPD (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique)
Titre III de la loi du 06/01/2018 informatique, fichiers et libertés (police-justice)	Non
Titre IV de la loi du 06/01/2018 (sûreté de l'État-défense)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels de santé
	Entreprises gérant des fourrières
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, photos...
	Selon les besoins : données dites sensibles t que les informations sur la santé pour l'aptitude médicale
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Informations d'ordre économique et financier
	Informations diverses transmises par les usagers
	Historique des demandes et des éch

Catégories de destinataires	
	Services en charge de la sécurité routière et de la gestion des droits à conduire
	Forces de sécurité intérieure
	Autorités judiciaires
	Administration centrale : délégation à la sécurité routière
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/2023

Activité n°16 : Actions de sécurité civile et de gestion de crises

Finalités	
Finalité 1	Annuaire opérationnel
Finalité 2	Dispositifs d'information et d'alerte
Finalité 3	Formations de sécurité civile
Finalité 4	Agrément des associations
Finalité 5	Établissements recevant du public
Finalité 6	Gestion des habilitations
Finalité 7	Désignation des membres de jurys de secourisme
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 alinéa 1 e du RGPD (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique)
Titre III de la loi du 06/01/2018 informatique, fichiers et libertés (police-justice)	Non
Titre IV de la loi du 06/01/2018 (sûreté de l'État-défense)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
	Usagers (personnes morales et particuliers)
	Partenaires publics : collectivités territoriales et leurs groupements, service départemental d'incendie et de secours
	Membres de jurys, conseils et commissions
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, photos...
	Données concernant des infractions et des condamnations
	Éléments relatifs à la vie personnelle
	Éléments relatifs à la vie professionnelle
	Éléments d'ordre économique et financier

	Informations diverses transmises par les usagers
	Historique des demandes et des éch
Catégories de destinataires	
	Services en charge de la protection et de la défense civiles
	Corps préfectoral
	Partenaires publics : service départemental d'incendie et de secours, services de l'État déconcentrés, forces de sécurité intérieure, ministère de l'intérieur et des outre-mer (DGSCGC - SHFD)...
	Administration centrale : délégation à la sécurité routière
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans pour le tableau des responsables des cultes et des gérants de centres commerciaux du Loiret, à informer en cas de changement de posture Vigipirate
	5 ans pour le tableau des formateurs en secourisme
	10 ans pour le tableau des agents de la préfecture et des sous-préfectures habilités secret défense ou très secret défense
	10 ans pour le tableau des agents hors préfecture et sous-préfectures habilités secret défense ou très secret défense
	1 an pour le tableau de suivi des habilitations secret défense ou très secret défense
	5 ans pour l'annuaire du corps préfectoral
	6 ans pour le tableau des maires et des adjoints, à alerter en cas d'aléas ou d'événements particuliers
	1 an pour l'annuaire des volontaires ORSEC
	1 semaine pour la liste hebdomadaire des agents de permanence la semaine et le week-end (préfecture, DDSP, GGD, SDIS, DDI, ARS, rectorat, DSDEN, SAMU, conseil départemental, conseil régional...)
	1 semaine pour la liste hebdomadaire complémentaire des agents de permanence la semaine et le week-end (parquets d'Or et de Montargis, DREAL, ASN, déminage, sociétés d'autoroute, opérateurs...)
	1 mois pour le tableau des interventions des agents de permanence chaque semaine pour les astreintes en matière de protection civile
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/12/2023

Activité n°17 : Communication

Finalités	
Finalité 1	Gestion du site internet de la Préfecture
Finalité 2	Gestion des comptes du Préfet sur les réseaux sociaux
Finalité 3	Communication de crise
Finalité 4	Relations avec la presse
Finalité 5	Etablissement de statistiques
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e) (missions d'information générale du public et de gestion des crises) et (f) (connaître le lectorat de ses publications pour mieux cibler ses actualités)
Titre III de la loi du 06/01/2018 informatique, fichiers et libertés (police-justice)	Non
Titre IV de la loi du 06/01/2018 (sûreté de l'État-défense)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Particuliers (grand public, sans distinction)
	Professionnels (sans distinction particulière) : entreprises, associations, élus...
Catégories de données traitées	
	Adresses courriels : des internautes qui complètent le formulaire de contact, et des journalistes afin de leur envoyer nos communiqués de presse / invitations / notes aux rédactions
	Données personnelles : <ul style="list-style-type: none"> - nom, prénom (champs obligatoires) + adr téléphone (champ facultatif) des internautes qui remplissent le formulaire de contact - nom / prénom, téléphone et média d'appartenance des journalistes (pour le traitement des relations pr
	Données numériques

Catégories de destinataires	Service communication
	Cabinet du Préfet
	Autres administrations du département
	Ministères (dont cabinets)
	Internaute (pour les publications)
	Journalistes (pour les communiqués de pr notes aux rédactions, invitations)
Existence de transferts de données hors UE	Oui (réseaux sociaux situés notamment aux Etats-Unis : X, Facebook, LinkedIn, Instagram)
Durée de conservation prévue	2 ans (sauf listing pr mis à jour régulièrement en fonction des arrivées / départ des journalistes)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	06/12/2023

Activité 18 : Étrangers

Finalités	
Finalité 1	Suivi des accords - titres de séjour
Finalité 2	Suivi des refus de séjour, mesures d'éloignement, décision restrictives de liberté (placement en CRA, assignation à résidence)
Finalité 3	Suivi des étrangers incarcérés
Finalité 4	Suivi des contentieux
Finalité 5	Suivi des demandes d'asile
Finalité 6	Suivi des naturalisations
Finalité 7	Traitement des signalements lutte contre la fraude et trouble à l'ordre public
Finalité 8	Échanges de permis de conduire
Finalité 9	Recensement et suivi des mineurs non accompagnés
Finalité 10	Suivi des demandes d'authentications de titres de séjour (employeurs, organismes sociaux, etc)
Finalité 11	Suivi des étrangers mis à l'abri dans le cadre du SAS Loiret
Finalité 12	Suivi des étrangers en situation d'hébergement indu dans le DNA
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers et membres de sa famille (ou personne l'hébergeant)
	Elus ou membres d'association étant intervenus sur le dossier d'un étranger
	Professionnels (avocats)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (dont n° AGDREF, n° OFPRA, n° PRENAT), coordonnées personnelles et professionnelles, pièces justificatives (photocopie passeport, visa, titre de séjour, justificatif de domicile).
	Photo d'identité ; empreintes digitales
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité, situation familiale,

	composition du foyer)
	Vie professionnelle (employeur, profession exercée, nom de l'avocat ; mandat électoral)
	Éléments d'ordre économique et financier (salaire perçu, autres ressources ; avis d'imposition)
	Date et nature d'une décision administrative (refus de séjour, oqtf, assignation à résidence)
	Infractions et condamnations (B 2, casier judiciaire étranger) ; comportement de l'étranger au regard de l'ordre public ; date de remise en liberté
	Données sensibles : santé (antécédents médicaux et si demandeur présente une situation d'handicap ; suivi donné par l'OFII)
	NIR
	Éléments juridictio (juridiction, n° de recours, décision de la juridiction rendue, montant des condamnations et des frais irrépéti
	Données de localisation (lieu d'incarcération de l'étranger détenu ; centre de rétention administratif où l'étranger est placé ; adresse du centre d'accueil pour demandeur d'asile)
Catégories de destinataires	Services internes de la préfecture
	Autres préfectures
	Ministère de l'intérieur (Direction générale des étrangers en France)
	Autorité judiciaire (procureur de la république ; juridictions administratives)
	Autres administrations et assimilées (OFII, administration pénitentiaire, Assurance maladie, consulats de France, départements-aide sociale à l'enfance)
	Forces de l'ordre (gendarmerie, police aux frontières, direction départementale de la sécurité publique)
	Avocats
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Selon le CESEDA
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/03/2024

Activité n°19 : contrôle de légalité et conseil juridique

Finalités	
Finalité 1	suivi des contentieux et déférés du bureau
Finalité 2	exercice du contrôle de légalité
Finalité 3	conseil juridique auprès des collectivités
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 RGPD (6.1.e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	usagers administrés
	élus locaux
	notaire, avocats
Catégories de données traitées	
	Données d'état civil et coordonnées (personnes concernées par les actes soumis au contrôle de légalité) élus locaux
	Données sur la vie professionnelle (agents de la fonction publique territoriale, maires, dirigeant de société, notaires)
	Eléments d'ordre économique et financier (rémunération, régime indemnitaire au titre des mandats électoraux, chambre consulaires....)
	Eléments d'ordre juridictionnel : n° de recours, juridiction concernée, sens et date de la décision du tribunal, montant des condamnations et des frais irrépétibles
	N° d'actes dans télérecours
Catégories de destinataires	
	Elus locaux
	tribunal administratif d'Orléans, DDI , DRFIP

	Prestataires (pas besoin de préciser les noms)
	Administrés
Existence de transferts de données hors UE	non
Durée de conservation prévue	6 à 10 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	13/03/2024

Activité n°20 : politique environnementale

Finalités	
Finalité 1	suivi des personnes exerçant la fonction de commissaire enquêteur (ex : recensement sur la liste d'aptitude et assurer une communication avec eux)
Finalité 2	Organisation des enquêtes publiques
Finalité 3	Réunion des commissions départementales environnementales
Bases de licéité	
RGPD	Oui art.6 RGPD (6.1 e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Administrés
	Professionnels (commissaires enquêteurs, représentants d'associations et de divers organismes)
	Exploitants d'établissements relevant de la législation liée à l'environnement, cabinets d'études
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques, justificatifs (CNI)
	Vie professionnelle (profession exercée, fonction, date de fin de fonction, nombre d'enquêtes réalisées et de formations suivies sur les deux dernières années pour le candidat à la liste des commissaires enquêteurs), pièces justificatives (documents justifiant du parcours professionnel pour obtenir le titre souhaité - copie des diplômes)
	Mandat (date de fin de fonction)
	Observations du public
	Infractions et condamnations (B2 pour la fonction de commissaire enquêteur)
Catégories de	Service en charge des traitements ; préfectures des départements

destinataires	limitrophes (liste des commissaires enquêteurs)
	Membres des commissions
	Collectivités territoriales du département
	tribunal administratif
	Pétitionnaires
	Usagers
	Commissaires enquêteurs
	Autres services de l'Etat (DDI)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	6 à 10 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	13/03/2024

Activité 21 : Versement de subventions aux collectivités

Finalités	
Finalité 1	Suivi des subventions versées aux territoires
Finalité 2	Contacteur les porteurs de projets
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Responsables ou personnels administratifs des collectivités demandant le versement des subventions
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques
	Montant de la subvention
	RIB le cas échéant
Catégories de destinataires	Service en charge des traitements des subventions
	Direction en charge des finances (pour le versement)
	Collectivités territoriales du département
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans maximum
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	22/03/2024

Activité n° 22 : Autres polices administratives

Finalités	
Finalité 1	Manifestations sportives
Finalité 2	Réglementation aérienne
Finalité 3	Activités privées de surveillance et de gardiennage ; gardes particuliers
Finalité 4	Habilitation des entreprises automobiles à l'utilisation du Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV).
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels
	Candidats et commettants (gardes particuliers)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Nom des entreprises et commettants, SIRET, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les gardes particuliers, résultats d'enquêtes administratives –favorable/défavorable-)
	Données sur la manifestation sportive projetée et les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de dr lâcher de ballon (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations pour les gardes particuliers, les professionnels habilités au SIV
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire

	Autres administrations (mairies), autorités étrangères
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	
	<p>1 an pour les manifestations sportives</p> <p>5 ans pour les demandes d'agrément pour les pilotes, les créations de plateformes, hélistations, aérodromes</p> <p>3 ans pour les demandes d'autorisations de lâchers de ballons ou de lanternes céleste</p> <p>5 ans pour les demandes d'agrément au titre des professions réglementées (gardes particuliers, SIV)</p>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/03/2024

Activité n° 23 : Réglementation générale, associations et fondations

Finalités	
Finalité 1	Législation funéraire (le RGPD ne concerne pas les personnes décédées)
Finalité 2	Economie : Urbanisme commercial (CDAC), déclarations des foires, vide-greniers et salons, délivrance de l'agrément aux sociétés de domiciliation d'entreprise, revendeurs d'objets mobiliers
Finalité 3	Suivi des demandes d'option des jeunes binationaux pour le service national
Finalité 4	Associations
Finalité 5	Fondations
Finalité 6	Tourisme : offices de tourisme, carte de guide conférencier, délivrance du titre de maître-restaurateur,
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Usagers/ déclarants
	Membres des associations/fondations
	Professionnels (gérants d'entreprises)
	Membres de la CDAC
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, CNI
	Vie personnelle (situation familiale, nationalité)
	Vie professionnelle (fonction, poste occupé, types de licences, diplômes obtenus, attestations, éléments contenus dans les cv, tout autre document justifiant du parcours professi du demandeur pour obtenir le titre souhaité, domaine d'habilitation, date de la décision administrative)
	Eléments d'ordre économique et financier (Siret, K-Bis, RIB)
	Données de localisation (adresse de l'évènement)
	Condamnations pénales ou infractions (casier judiciaire pour les

	opérateurs funéraires)
	Données sensibles : religion (pour les associations cultu et les fondations)
Catégories de destinataires	Services internes en charge des traitements
	Forces de l'ordre
	Administrations (mairies, hôpitaux, offices du tourisme), Atout France, Autorité judiciaire
	Représentants des associations et fondations
	Cit
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	
	<p>5 ans pour les dossiers d'habilitation d'entreprises funéraires</p> <p>5 ans pour les dossiers des dons et legs aux associations</p> <p>5 ans pour les dossiers de maîtres restaurateurs</p> <p>5 ans pour les dossiers d'agrément au titre des professions réglementées (guides conférenciers, revendeurs d'objets mobiliers)</p> <p>7 ans pour les dossiers d'agrément au titre des professions réglementées (domiciliation d'entreprises)</p> <p>1 an pour les registres des vide-greniers</p> <p>5 ans pour les dossiers des organismes habilités pour établir les analyses d'impact et certificats de conformité dans le cadre des CDAC</p> <p>5 ans pour les dossiers d'option des jeunes binationaux pour le service national</p>
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	20/03/2024

Activité 24 : Elections

Finalités	
Finalité 1	Tenue de la liste des membres des commissions de contrôle des listes électorales
Finalité 2	Rémunération des personnels affectés aux travaux des élections
Finalité 3	Tenue du listing des officiers de police judiciaire habilités à signer les procès-verbaux des élections
Finalité 4	Recueil et instruction des candidatures
Finalité 5	Tenue des listes électorales (établissement et révision)
Finalité 6	Mise sous pli des documents de propagande électorale
Finalité 7	Remboursement des frais de cam
Finalité 8	Délivrance de la carte de maire
Finalité 9	Suivi de la composition des conseils municipaux (dont suivi des démissions de maires, adjoints et présidents d'EPCI)
Finalité 10	Versement de l'indemnité forfaitaire aux grands électeurs (élections sénatori)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c) et (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements Décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus »
Catégories de personnes concernées	Candidats, élus et électeurs
	Agents
	Délégués pour les commissions de contrôle des listes électorales
	Membres des bureaux de vote
Catégories de données traitées	Données d'identification (Etat-civil, date et lieu de naissance), coordonnées personnelles et professionnelles (courriel, téléphone et adresse postale)

	Vie professionnelle (profession, fonction, affectation, grade ; n° immatriculation des fonctionnaires en charge de l'organisation logistique des journées électorales ; demande du code CSP pour vérifier les conditions d'éligibilité)
	Infractions et condamnations (B 2)
	Données sensibles : opinions politiques (nuance)
	Éléments d'ordre économique et financier (RIB ; montant de l'indemnité)
	Données de localisation (bureaux de vote ; commune du mandat exercé ; ancienne affectation et commune de désignation pour les délégués)
	NIR
	Durée des mandats
Catégories de destinataires	Service interne, Cabinet du Préfet
	Mairies
	Ministère de l'intérieur (DMATES)
	Prestataire (pour la mise sous pli de la propagande électorale ; routeur)
	Partis politiques
	Usagers
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Selon textes cités
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	21/03/2024

Activité n°25 : Gestion de la relation usagers et qualité

Finalités	
Finalité 1	Accueillir les usagers et les visiteurs de la préfecture
Finalité 2	Accompagnement dans la réalisation des démarches
Finalité 3	Traitement du courrier
Finalité 4	Suivi des engagements qualité et des réclamations
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6e traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique 6 f qualité du fonctionnement des services
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Usagers Agents
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Eléments relatifs à la vie personnelle
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Données concernant des infractions
	Statistiques
Catégories de destinataires	Services en charge du traitement Usagers DDI ANTS, ANEF
Existence de transferts de données hors UE	NON
Durée de conservation prévue	Courriels et pièces associées 3 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/03/24

**Sous-préfec
de Montargis**

Activité n°1 : Représentation de l'État

Finalités	
Finalité 1	Gestion des affaires réservées
Finalité 2	Traitement et suivi des interventions
Finalité 3	Relations avec les élus du département
Finalité 4	Protocole, déplacements et cérémonies offici
Finalité 5	Relations avec la société civile (monde économique, associatif, médias, représentants du culte etc.)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Elus
	Usagers
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile, chefs d'entreprises
	Agents de l'Etat
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées...
	Photos
	Selon les besoins (relations avec les élus ou les associations...), données dites sensibles : opinions politiques
	Eléments relatifs à la vie personnelle
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Informations diverses transmises par l'utilisateur
	Historique des demandes et des éch
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement

	Autres services / autres organismes (autres administrations, services de police et de gendarmerie, gouvernement, Présidence de la république, Grande chancellerie de la légion d'honneur)
	« Personnes concernées »
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Durée du mandat pour les élus, 5 ans pour les autres
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n°2 : Ordre public et sécurité

Finalités	
Finalité 1	Manifestations sur la voie publique et grands rassemblements
Finalité 2	Gens du v
Finalité 3	Prévention de la délinquance et de la radicalisation
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Oui (lutte contre la radicalisation)
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
Catégories de données traitées	
	Identité, coordonnées personnelles et professionnelles, immatriculation des véhicules
	Photo
	Vie personnelle (éléments relatifs à la famille de la personne intéressée)
	Données sensibles : potentiellement tout type de d sensibles (notamment pour les déclarations de manifestations selon leur objet)
	Données d'infractions et condamnations pénales
	Données de localisation (itinéraire parcouru pour les manifestations, lieu de stationnement de carav
	Données relatives aux enquêtes (objet de la demande, synthèse de l'enquête, avis rendu)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements et direction du cabinet
	Forces de l'ordre
	Autres administrations (ARS, hôpitaux psychiatriques, mairies, communautés d'agglomération, service départemental d'incendie et de

	secours) / tribunaux
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n° 3 : Polices administratives

Finalités	
Finalité 1	Armes, explosifs, activités pyrotechniques et artificiers
Finalité 2	Débits de boissons et établissements assimilés
Finalité 3	Polices munic
Finalité 4	Manifestations sportives
Finalité 5	Activités de chasse et de pêche
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels
	Elus ; Mairies
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons,)
	Données sur la manifestation sportive projetée et les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de dr lâcher de ballon (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données concernant les débits de boi (type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive ou cession du fonds de commerce)
	Données sensibles : santé (aptitude médicale pour le port d'armes par les policiers municipaux et les convoyeurs)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations

	Données de localisation (pour les carrières d'où proviennent les artifices, lieu faisant l'objet de la vidéoprotection ou lieu d'utilisation projetée pour les explosifs)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
	Membres de la commission départementale de vidéoprotection
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
	Autres administrations (ARS, mairies)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n° 4 : Réglementation générale, associations et fondations

Finalités	
Finalité 1	Législation funéraire (le RGPD ne concerne pas les personnes décédées)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Usagers/ déclarants
	Professionnels (gérants d'entreprises de pompes funèbres)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, CNI, passeports, cartes de résident
	Vie personnelle (situation familiale, nationalité)
Catégories de destinataires	Services internes en charge des traitements
	Entreprises de pompes funèbres, forces de l'ordre, mairies, crematoriums, douanes
	Cit
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	1 an
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n° 5 : Actions de sécurité civile et de gestion de crises

Finalités	
Finalité 1	Annuaire opératio
Finalité 2	Dispositifs d'informations et d'alertes
Finalité 3	Formations de sécurité civile
Finalité 4	ERP
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
	Membres des jurys, conseils et commissions
	Usagers (candidats)
	Agents des partenaires publics (collectivités territoriales, SDIS etc.)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Eléments d'ordre économique et financier
Catégories de destinataires	
	Agents du Bureau de la protection civile de la préfecture
	Corps préfectoral
	Service en charge des règlements
	Autres administrations (SDIS, forces de l'ordre, communes etc.)
	Ministère de l'intérieur (DGSCGC)
	Personnes concernées

Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n°6 : Qualité, accueil et performance

Finalités	
Finalité 1	Organisation de l'accueil (plannings, annuaires, points d'accueil numérique, standard)
Finalité 2	Suivi des engagements qualité
Finalité 3	Mesure de la performance
Finalité 4	Recueil des demandes des usagers
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1(f) qualité du fonctionnement des services
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Agents
	Services civiques
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Eléments relatifs à la vie personnelle
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Statistiques
	Retours qualité
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Pour les plannings : 1 an
	Pour les de données relatives aux titres : jusqu'à la remise ou l'expiration du titre

Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n°7 : Etrangers

Finalités	
Finalité 1	Suivi des accords - titres de séjour
Finalité 2	Suivi des refus de séjour, mesures d'éloignement, décision restrictives de liberté (placement en CRA, assignation à résidence)
Finalité 3	Suivi des étrangers incarcérés
Finalité 4	Suivi des contentieux
Finalité 5	Suivi des demandes d'asile
Finalité 6	Suivi des naturalisations
Finalité 7	Traitement des signalements lutte contre la fraude et trouble à l'ordre public
Finalité 8	Echanges de permis de conduire
Finalité 9	Recensement et suivi des mineurs non accompagnés
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers et membres de sa famille (ou personne l'hébergeant)
	Elus ou membres d'association étant intervenus sur le dossier d'un étranger
	Professionnels (avocats)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (dont n° AGDREF, n° OFPRA, n° PRENAT), coordonnées personnelles et professionnelles, pièces justificatives (photocopie passeport, visa, titre de séjour, justificatif de domicile). Date de fin de validité titre de séjour ou passeport
	Photo d'identité ; empreintes digitales
	Vie personnelle (date et lieu de naissance, nationalité, situation familiale, composition du foyer)

	Vie professionnelle (employeur, profession exercée, nom de l'avocat ;mandat électoral)
	Éléments d'ordre économique et financier (salaire perçu, autres ressources ; avis d'imposition)
	Date et nature d'une décision administrative (refus de séjour, oqtf, assignation à résidence)
	Infractions et condamnations (B 2, casier judiciaire étranger) ; comportement de l'étranger au regard de l'ordre public ; date de remise en liberté
	Données sensibles : santé (antécédents médicaux et si demandeur présente une situation d'handicap ; suivi donné par l'OFII)
	NIR
	Éléments juridictio (juridiction, n° de recours, décision de la juridiction rendue, montant des condamnations et des frais irrépéti
	Données de localisation (lieu d'incarcération de l'étranger détenu ; centre de rétention administratif où l'étranger est placé ; adresse du centre d'accueil pour demandeur d'asile)
Catégories de destinataires	
	Service interne
	Référent fraude
	Autres préfectures
	Ministère de l'intérieur (Direction générale des étrangers en France)
	Autorité judiciaire (procureur de la république ; juridictions administratives)
	Autres administrations et assimilées (OFII, administration pénitentiaire, Assurance maladie, consulats de France, départements-aide sociale à l'enfance)
	Forces de l'ordre (gendarmerie, police aux frontières, direction départementale de la sécurité publique)
	Avocats
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Selon le CESEDA
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n° 8 : Elections

Finalités	
Finalité 1	Tenue de la liste des délégués pour les élections
Finalité 2	Recueil et instruction des candidatures
Finalité 3	Délivrance de la carte de maire
Finalité 4	Suivi de la composition des conseils municipaux (dont suivi des démissions de maires, adjoints et présidents d'EPCI)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c) et (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements Décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus »
Catégories de personnes concernées	
	Candidats et élus
	Agents
	Délégués pour les commissions de contrôle des listes électorales
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (état-civil, date et lieu de naissance), coordonnées personnelles et professionnelles (courriel, téléphone et adresse postale)
	Vie professionnelle (profession, fonction, affectation, grade ; demande du code CSP pour vérifier les conditions d'éligibilité)
	Infractions et condamnations (B 2)
	Données sensibles : opinions politiques (nuance)
	Données de localisation (bureaux de vote ; commune du mandat exercé ; ancienne affectation et commune de désignation pour les délégués)
Catégories	de

destinataires	
	Service interne, Cabinet du Préfet
	Mairies
	Ministère de l'intérieur (DMATES)
	Partis politiques
	Usagers
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Selon textes cités
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n°9 : Politique environnementale

Finalités	
Finalité 1	Réunion des commissions environnementales (commissions de suivi de sites)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Exploitants d'établissements relevant de la législation liée à l'environnement
	Représentants d'associations et membres des commissions
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques, adresses courriels
	Vie professionnelle (profession exercée, fonction)
Catégories de destinataires	
	Service en charge des traitements ; préfectures des départements limitrophes (liste des commissaires enquêteurs)
	Membres des commissions
	Collectivités territoriales du département
	Cours et tribunaux administratifs
	Autres services de l'Etat (DDI)
	Pétitionnaires
	Usagers
	Commissaires enquêteurs
	Associations
Existence de transferts	

de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans à compter de la fermeture du site
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n°10 : Attribution et versement de subventions

Finalités	
Finalité 1	Instruction des dossiers de demande de subvention (DETR, DSIL ...)
Finalité 2	Suivi des subventions versées aux territoires / aux entreprises / aux associations
Finalité 3	Contacteur les porteurs de projets
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	Responsables ou contacts au sein des structures demandeuses
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques, courriels
	Montant de la subvention
Catégories de destinataires	Service en charge des traitements
	Direction en charge des finances (pour le versement)
	Collectivités territoriales du département
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

Activité n° 11 : Politique de la ville et aménagement du territoire, hébergement et logement

Finalités	
Finalité 1	Conseils citoyens (composition)
Finalité 2	Suivi des conventions conclues –dispositif des adultes relais
Finalité 3	Tenue de répertoires (maires et présidents EPCI quand il y a dans les collectivités des quartiers prioritaires – politique de la ville; chefs de projets contrats de ville ; référents actions cœur de ville ; contacts pour les maisons de service public, pour le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services publics et)
Finalité 4	Tenue de diverses commissions (ex : DETR, copil) : fiches individu de synthèse et rédaction de compte-rendu)
Finalité 5	Recrutement des délégués du préfet
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Usagers
	Bailleur
	Partenaires (collectivités)
Catégories de données traitées	
	Données d'état civil et coordonnées postales et téléphoniques
	Vie professionnelle (CV et, pour les délégués du préfet, affectation territoriale, convention signée, date de prise de fonction, date de fin)
Catégories de destinataires	
	Service interne ; les délégués du préfet

	Forces de l'ordre
	Personnes concernées
	Conseil départemental ; DDI
	Comité des financeurs (région, ddi, chambres consulaires etc.) et participants aux réunions pour l'action cœur de ville
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	10 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	25/01/2024

**Sous-préfec
de Pithiviers**

Activité n°1 : Représentation de l'Etat

Finalités	
Finalité 1	Relations avec les élus du département
Finalité 2	Protocole, déplacements et cérémonies offici
Finalité 3	Relations avec la société civile (monde économique, associatif, médias, représentants du culte etc.)
Bases de licéité	
RGPD	OUI Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Elus
	Responsables d'organismes publics ou privés
	Membres de la société civile
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées, justificatifs...
	Photos
	Eléments relatifs à la vie personnelle
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Historique des demandes et des éch
Catégories de destinataires	
	Services en charge du traitement
	Autres services / autres organismes (autres administrations, services de police et de gendarmerie, gouvernement, ...)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non

Durée de conservation prévue	
	Durée des mandats pour les élus
	Année en cours pour les visites offici
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024

Activité n° 2 : Polices administratives

Finalités	
Finalité 1	Armes, explosifs, activités pyrotechniques et artificiers
Finalité 2	Débits de boissons et établissements assimilés
Finalité 3	Manifestations sportives
Finalité 4	Activités de chasse
Finalité 5	Convoyeurs de fonds
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers
	Professionnels
	Candidats (activités privées de sécurité)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons, résultats d'enquêtes administratives –favorable/défavor
	Données sur la manifestation sportive projetée et les activités en lien avec les réglementation aérienne comme survol de dr lâcher de ballon (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données concernant les débits de boi (type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive ou cession du fonds de commerce)
	Données sensibles : santé (aptitude médicale pour le port d'armes)
	Données relatives aux infractions et aux condamnations
	Données de localisation (lieu d'utilisation projetée pour les explosifs,

	feux d'artifice)
Catégories de destinataires	
	Services en charge des traitements
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
	Autres administrations (ARS, mairies)
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	<i>Armes : Durée vie des détenteurs</i>
	Manifestations, feux d'artifices,... : année en cours
	Autre réglementation : 5 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024

Activité n° 3 : Réglementation générale

Finalités	
Finalité 1	Législation funéraire (le RGPD ne concerne pas les personnes décédées)
Finalité 2	Economie : déclarations des foires, vide-greniers et salons
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Usagers/ déclarants
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, CNI
	Vie personnelle (situation familiale, nationalité)
	Eléments d'ordre économique et financier (Siret, K-Bis, RIB)
	Données de localisation (adresse de l'évènement)
	Condamnations pénales ou infractions (casier judiciaire pour les opérateurs funéraires)
Catégories de destinataires	
	Services internes en charge des traitements
	Forces de l'ordre
	Pompes funèbres
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	
	5 ans

Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024

Activité n°4 : Qualité, accueil et performance

Finalités	
Finalité 1	Organisation de l'accueil (plannings, annuaires, points d'accueil numérique, standard)
Finalité 2	Suivi des engagements qualité
Finalité 3	Mesure de la performance
Finalité 4	Recueil des demandes des usagers
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1(f) qualité du fonctionnement des services
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Usagers
	Agents
Catégories de données traitées	Données d'identification, coordonnées
	Eléments relatifs à la vie personnelle
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Statistiques
	Retours qualité
Catégories de destinataires	Services en charge des traitements
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024

Activité n°5 : Elections

Finalités	
Finalité 1	Recueil et instruction des candidatures
Finalité 2	Tenue de la liste électorale (établissement et révision)
Finalité 3	Composition des bureaux de vote
Finalité 4	Suivi de la composition des conseils municipaux (dont suivi des démissions de maires, adjoints et présidents d'EPCI)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (c) et (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements Décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus »
Catégories de personnes concernées	
	Candidats et élus
	Agents
	Membres des bureaux de vote
Catégories de données traitées	
	Données d'identification (Etat-civil, date et lieu de naissance), coordonnées personnelles et professionnelles (courriel, téléphone et adresse postale)
	Vie professionnelle (profession, fonction, affectation, grade ; n° immatriculation des fonctionnaires en charge de l'organisation logistique des journées électorales ; demande du code CSP pour vérifier les conditions d'éligibilité)
	Infractions et condamnations (B 2)
	Données sensibles : opinions politiques (nuance)
	Données de localisation (bureaux de vote ; commune du mandat exercé ; ancienne affectation et commune de désignation pour les délégués)

Catégories de destinataires	
	Service interne, Cabinet du Préfet
	Mairies
	Usagers
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	Selon textes cités
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024

Activité n°6 : Instruction des demandes de subventions

Finalités	
Finalité 1	Instruction et suivi des subventions versées aux territoires
Finalité 2	Contacteur les porteurs de projets
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Responsables ou contacts au sein des structures demandeuses
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées postales et téléphoniques
	Montant de la subvention
Catégories de destinataires	Service en charge des traitements
	Collectivités territoriales de l'arrondissement
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	6 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024

Activité n° 7 : Politique de la ville / Aménagement du territoire

Finalités	
Finalité 1	Conseils citoyens (composition)
Finalité 2	Suivi des conventions conclues –dispositif des adultes relais
Finalité 3	Tenue de répertoires (élus territoires ; chefs de projets contrats de ville ; référents actions cœur de ville ; contacts pour les maisons de service public, pour le Schéma départemental d’amélioration de l’accessibilité des services publics et)
Finalité 4	Tenue de diverses commissions (DETR, copil, codeve,... : fiches individuelles de synthèse et rédaction de compte-rendu)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l’Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Agents
	Bailleur
	Partenaires (collectivités, entreprises, chambres consulaires)
Catégories de données traitées	
	Données d’état civil et coordonnées postales et téléphoniques, mails
Catégories de destinataires	
	Service interne ; les délégués du préfet
	Conseil départemental ; DDI
	Comité des financeurs (région, ddi, chambres consulaires etc.) et participants aux réunions

Existence de transferts de données hors UE	
	Non
Durée de conservation prévue	
	6 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024

Activité n° 8 : Actions de sécurité civile et de gestion de crises

Finalités	
Finalité 1	Annuaire opérationnel
Finalité 2	Dispositifs d'informations et d'alertes
Finalité 3	ERP
Bases de licéité	
RGPD	Oui 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
	Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
Catégories de personnes concernées	
	Professionnels
	Membres des conseils et commissions
	Agents des partenaires publics (collectivités territoriales, SDIS etc.)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées
	Eléments relatifs à la vie professionnelle
	Eléments d'ordre économique et financier
Catégories de destinataires	
	Agents du SIDPC
	Corps préfectoral
	Autres administrations (SDIS, forces de l'ordre, communes etc.)
	Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	
	Non

Durée de conservation prévue	
	6 ans
Mesures de sécurité	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	15/01/2024
